

**L'ENJEU ÉLECTORAL
DES RAPATRIÉS À TOULON ET
DANS LE VAR
DANS LES ANNÉES 60**

Frédéric Delmonte

**Résumé d'un mémoire de DEA soutenu à la Faculté des Lettres de Nice sous la
direction de M. Schor**

Dès l'arrivée des rapatriés en métropole, après les événements d'Algérie, et avant même que soit seulement estompé pour eux le souvenir des jours tragiques qu'ils avaient vécus, « les Pieds-Noirs » allaient constituer de nouveaux enjeux dans les luttes électorales. Ce sera particulièrement vrai dans le Var, et surtout à Toulon.

Interrogée par *Var-Matin* le 14 décembre 1998, à l'occasion d'une enquête spéciale sur le « Toulon Pieds-Noirs », une française originaire de la région de Bône raconte : « Nous avons débarqué ici, de manière symbolique, parce que cette ville était géographiquement la plus proche de chez nous. Nous avons derrière nous, la montagne de Ledough et à Toulon, le Faron nous y faisait un peu penser ». En effet, le climat varois, la présence de la Méditerranée, les similitudes dans les cultures pratiquées (olives, vignes, blé...), une certaine ressemblance géographique entre les plaines des Maures, celle du Gapeau, les petits villages agricoles du Var et ce qu'il existait là-bas, vont inciter de très nombreux « Pieds-Noirs » à s'installer dans ce département. Par exemple, plusieurs actuels et anciens responsables de mouvements de rapatriés habitent la région des Solliès (Solliès Pont, Solliès Toucas, Solliès Ville) et celle de Hyères. C'est aussi dans le Var, que Pierre Ortiz a fini ses jours.

En cette fin d'année 1998, soit un peu plus de trente ans après la fin des événements d'Algérie, la page spéciale du quotidien varois *Var-Matin* montre, comme l'écrit J. Larrue, que cette présence demeure dans le Var plus que partout ailleurs, un « sujet brûlant ». Surtout au niveau politique. Le journaliste rappelle que l'élection d'un maire F.N. à Toulon, en 1995 est sûrement due, en partie, à la présence dans cette ville de nombreux rapatriés.

En tout, c'est un peu plus de 18 000¹ nouveaux habitants, soit près de septième du corps électoral qui s'installent dans le Var² à la suite de l'indépendance de l'Algérie. Electoralement, l'arrivée de cette population va représenter pour les hommes politiques du département un extraordinaire enjeu. Tout d'abord, parce qu'il s'agit d'une « nouvelle et nombreuse clientèle » à capter. Ensuite, parce que cette population va connaître d'inévitables problèmes d'installation et d'insertion dans la société varoise³. Il lui faut retrouver un travail, un logement, un cadre de vie. Chacune de ces questions appelle une réponse politique. Enfin, parce que cette population par la nature de la catastrophe qu'elle a vécue est plus sensible que d'autres à certains discours politiques. Ensuite, la précarité de leur existence, les douleurs de leur départ, la perte de leur « Patrie », l'engagement physique et idéologique de certains vont les amener à s'impliquer politiquement, peut être un peu plus facilement que les populations autochtones⁴.

La question de l'enjeu électoral de la présence des « Pieds-Noirs » à Toulon et dans le Var se pose avec force notamment lors des élections municipales de 1965 dans cette ville, des présidentielles de 1965 et des législatives de 1967. L'étude de cette question à travers les articles de *Var-Matin*, d'articles issus de journaux de rapatriés, ou de sources de partis politiques, révèle quelques points intéressants.

La campagne des municipales à Toulon de mars 1965, place la question de la présence des rapatriés au centre des débats. Tout d'abord, parce que la majorité des mouvements de rapatriés nationalistes est présente dans un « Comité d'union des mouvements nationaux de

¹ Chiffres cités par *Var-Matin* du 14 décembre 1998

² Chiffres fournis par *Var-Matin*

³ Cf les colonnes quotidiennes dans *Var-Matin*, « Du côté des rapatriés », ou « La voix des rapatriés », qui de 1962-63 au début des années 70 rapportent les problèmes d'installation des rapatriés à Toulon et dans le Var : demandes d'emplois, de logement, recherches de parents ou d'amis perdus, création ou implosion de mouvements ou d'associations. La lecture des articles de *L'Echo du Var*, le journal des rapatriés, permet aussi de comprendre les difficultés d'intégration rencontrées par cette population.

⁴ Il n'y a qu'à voir la vitalité et le nombre des associations, ou des regroupements de rapatriés qui se créent à cette époque dans le Var.

Toulon et du Var»⁵. Ce comité comprend tout d'abord des mouvements de rapatriés : la Fédération des étudiants nationalistes, la Fédération des étudiants réfugiés, l'Association des combattants d'Algérie, l'Union des rapatriés pour l'amnistie. Il est composé aussi de groupements ayant un rapport étroit avec les événements d'Algérie, mais dont le but premier n'est pas de réunir des « Pieds-Noirs ». On y trouve donc l'association des anciens prisonniers de la cinquième République, en qualité d'association observatrice. Enfin, dans ce comité sont aussi présents des partis politiques ou mouvements dont les événements d'Algérie et leur suite sont une source principale de préoccupation : c'est le Centre national des indépendants et paysans du Var qui prend ses distances par rapport à la direction nationale à cause de divergences relatives aux questions de l'Algérie, le Rassemblement de l'esprit public, et quelques uns comme l'Union de défense des commerçants et l'union fraternité française (UFF-Mouvement Pujade).

La présence d'autant de mouvements de rapatriés au sein de ce comité nationaliste pose plusieurs questions. Tout d'abord celle de la place des rapatriés dans la résurgence à cette époque de l'extrême-droite et du mouvement nationaliste. Ensuite celle de l'intégration politique en métropole dans les partis existants des rapatriés, pour qui dans leur grande majorité, le communisme et le gaullisme étaient fortement liés à la perte de l'Algérie. Enfin celle de la place des rapatriés et des conséquences qui s'en suivent dans le discours des hommes politiques. Comme on le constate par la fréquence, dans le journal *Var-Matin*, les articles accordés à ce comité, la question de la place des rapatriés dans le discours politique va être d'abord posée par les intéressés eux-mêmes, et de leur propre initiative. Majoritairement, ce comité est dominé par des mouvements de rapatriés. Sur neuf groupes, au moins quatre sont animés exclusivement par des rapatriés. C'est le cas par exemple de la FEN, de la FER, de l'Union des rapatriés pour l'amnistie... Deux ont un rapport étroit avec le sort des rapatriés : l'Association des anciens combattants d'Algérie, et celle des anciens prisonniers politiques de la cinquième République.

Dans une de ses premières réunions politiques, sur trois points abordés, un concerne la question de « la situation des rapatriés devant les élections municipales ». Pour ce comité, les échéances électorales qui arrivent sont une occasion de se faire entendre et de poser au cœur du débat, la question des rapatriés. A la date du 7 février, *Var-Matin* rapporte un appel à une réunion. L'ordre du jour est le suivant : « désignation des candidats nationaux aux élections municipales à Toulon et dans le Var ». *Var-Matin* publie le 9 février un long compte rendu de l'assemblée générale au cours de laquelle, les candidats de ce comité, et plus largement des mouvements nationalistes sont désignés. Il s'agit de : M. Marius Mazière, commerçant et ancien adjoint au maire de Toulon ; de M. Robert Mauffait, officier en retraite, chevalier de la légion d'honneur, de M. Antoine Grazziani, officier en retraite, officier de la légion d'honneur, médaillé militaire ; de M. Charles Croix, directeur de société, croix de guerre 39-45 ; de M. Jean Comparetti, retraité ; de M. Jacques Bonneton, agent des postes et télécommunications, ancien combattant en Algérie ; de M. Henri Volette, artisan, rapatrié d'Algérie, de Mme Georgette Roque, artiste chorégraphe. Mais à cette heure, il n'est pas question de présenter une liste indépendante. L'objectif de ce comité est de faire obstacle aux gaullistes, communistes et à la SFIO, dans une union des nationaux. On n'apporte pas plus de précisions.

On peut à l'occasion de cette assemblée, réfléchir sur les liens de ces mouvements de rapatriés, très nationalistes, avec des mouvements de la métropole, à tendance nationaliste, monarchiste, et d'extrême-droite. En effet, le journaliste de *Var-Matin* rapporte la présence de représentants de la Restauration nationale, du Parti républicain socialiste, et du Centre

⁵ Cf *Var-Matin* du 3 février 1965

départemental des indépendants et paysans du Var. En tenant compte des positions très nationalistes de la FEN, et de la FER, de la présence de l'association des anciens prisonniers politiques de la cinquième République, qui comprend d'anciens « activistes » de l'Algérie française, on peut constater, que la présence des rapatriés, et des mouvements issus de la guerre d'Algérie remet à l'ordre du jour la place de la droite nationaliste « dure » et de l'extrême-droite en France. On peut noter dans l'assistance la présence du général Carioju, qui sera un des responsables des comités « Tixier-Vignancourt » dans le Var lors des élections présidentielles de 1965.

Le 12 février, *Var-Matin* publie la présence de nouveaux candidats sur cette liste. On y trouve en plus notamment, M. Jean-Pierre Olivier, étudiant en chirurgie dentaire, et responsable de la FER. Cette liste a été soumise à Maurice Arrecks, maire de Toulon, conseiller général du Var, ainsi qu'à M. Henri Fabre, et à M. Jean Vittel, conseillers généraux du Var. Le but de cette manœuvre est d'aboutir à la constitution d'une liste nationale unique.

Le 15 février, *Var-Matin*, rapporte les comptes-rendus de la réunion du Comité national républicain indépendant. Conduit par le docteur Baixe, ce comité approuve la candidature présentée comme apolitique de l'amiral Baudouin. Le même jour, dans la rubrique vie politique est annoncée la réunion du Comité d'union des mouvements nationaux pour le 16 février. Le but de cette réunion est de mettre en place les équipes pour la campagne électorale.

Le 16 février, l'amiral Baudouin informe les électeurs par voie de presse de l'impossibilité de monter la large liste d'union nationale qu'il aurait souhaitée.

Apparemment, la mouvance nationale connaît de nombreux problèmes d'intérêts puisque, le 17 février, le Comité d'union des mouvements nationaux annonce son intention de monter une liste nationale indépendante : « Le Comité (...) , soucieux d'arriver à une liste nationale unique (...) avait pensé devoir proposer à la municipalité sortante, une entente loyale. Dans cet esprit, une liste de candidats était remise le lundi 8 février 1965 à MM Arreckx, Fabre et Vitel, en même temps que des réserves étaient émises sur la présence d'un candidat, conseiller général municipal sortant, qui fait toujours partie de l'U.N.R. (...) Malheureusement, à ce jour, aucune réponse écrite n'a été adressée au comité d'union. (...) En conséquence, le comité (...) Devant une telle attitude, présentera une liste ». Le titre de la liste est : « Liste nationale et indépendante », et en dehors de la participation à la gestion de la ville, son but premier est l'opposition au gaullisme et au marxisme.

La constitution des listes pose de nombreux problèmes aux partis et mouvements nationaux. *République* du 19 février annonce que M. Roque, trésorier du C.N.I.P. varois démissionne de son poste, pour ne pas souscrire à une manœuvre politique. Le même jour, le Comité des combattants pour l'Algérie française et des anciens détenus politiques, qui s'est créé à l'occasion des élections, et qui est conduit par MM. Fabre, Pons, Miralle et Ferrari appelle à voter pour la liste conduite par l'amiral Baudouin.

Le 22 février, l'Association des combattants d'Algérie déclare soutenir la liste « Nationale indépendante ».

Le 24 février, Jean-Marie Bernardi qui est le secrétaire provisoire de l'Amicale varoise des anciens détenus politiques, souhaite la victoire de M. Arreckx. Cette amicale est à différencier de l'association des anciens prisonniers politique de la cinquième République qui fait partie du Comité d'union. Le communiqué de presse du 24 est apparemment une manœuvre politique, à l'image de l'appel à voter pour l'amiral Baudouin, lancé par, le soi-disant Comité des combattants pour l'Algérie française et des anciens détenus politiques. On peut donc constater que l'approche des échéances électorales est plus ou moins favorable à la

constitution de nouveaux et éphémères mouvements de rapatriés, ou d'autres ayant soutenu l'Algérie française. La création de ces associations, de nature voisine, crée de la confusion dans un domaine où celle-ci ne s'imposait pas. Donnons pour exemple l'Amicale varoise des anciens détenus politiques, et de l'Association des anciens prisonniers de la cinquième République. En effet, l'une appelle à voter pour la liste Arreckx ; et l'autre pour la liste nationale et indépendante. Les hommes politiques varois et leur entourage se livrent à une véritable guerre, dont l'enjeu est la manipulation des divers mouvements de rapatriés, ou des sensibilités de ces nouveaux métropolitains.

Le 4 mars, après plus de deux semaines de travail pour constituer sa liste, le Comité d'union publie dans *Var-Matin*, les trente-sept noms des candidats qui composent la liste nationale et indépendante « contre le marxisme et le gaullisme pour la rénovation de Toulon ». Sur ces trente-sept personnes, seize sont des rapatriés, et quatre des combattants d'Algérie. Il est à remarquer la forte présence de personnes décorées, ou anciens militaires. Même si cette liste n'est pas composée entièrement de rapatriés, ceux-ci représentent près de la moitié des candidats. Même si d'autres listes se réclament de l'électorat « Pieds-Noirs », celle-ci peut s'affirmer leur seule ambassadrice et elle fait largement appel à eux. Par exemple le 16 mars, pour annoncer dans *Var-Matin* une de ses réunions électorales, ce comité titre : « Appel aux Pieds-Noirs ».

Mais cette liste n'est pas la seule à comporter des rapatriés. La liste de M. Arreckx, en a six. La liste d'Union démocratique du docteur Flottes, a elle, M. André Dufour, ancien administrateur des services civils d'Algérie, ancien directeur de l'antenne des rapatriés à Toulon, et M. Hilly, ancien membre de la chambre de commerce d'Alger et ex président du conseil d'administration des sports autonomes d'Alger. Notons la présence sur cette liste d'un des premiers futurs responsables du Front national à Toulon, et du responsable des jeunes gaullistes de Toulon. La liste socialiste d'Edouard Le Bellegou n'est pas en reste. Elle dispose de quatre rapatriés, dont un en seconde place. Cette petite guerre pour se disputer sur sa liste la présence de rapatriés n'est pas anodine. Elle illustre les enjeux électoraux qui entourent la présence d'un électorat rapatrié important et pas encore tout à fait fixé politiquement.

Avant les résultats électoraux, on constate que la liste conduite par M. Arreckx connaît chez les rapatriés un vif succès. Non seulement parce que cette liste comprend plusieurs rapatriés, mais aussi et surtout, parce qu'elle a su exploiter les réseaux des rapatriés et de leurs associations par le soutien, appuyé de quelques représentants emblématiques de cette population.

Var-Matin du 13 mars était présent à la présentation de cette liste et en fait part. Le souci de M. Arreckx de se rapprocher des rapatriés est affirmé lors de cette réunion. Il se traduit par la présence du « curé des barricades », le très populaire et actif abbé Dahmar. Outre la présence de très nombreux rapatriés, d'après le journaliste, les têtes de listes n'oublient pas dans leur discours de faire référence aux événements d'Algérie, et de rappeler leur engagement pour la défense de l'Algérie française. Le docteur Vittel déclare notamment en parlant des rapatriés : « nous les avons défendus au moment des accords d'Evian. Nous les avons accueillis fraternellement et grâce à nous ils s'intègrent à notre cité, où ils ont leur place légitime ». Le journaliste note que M. Fabre, colistier de M. Arreckx « a pris une défense passionnée des Pieds-Noirs, s'expliquant sur son attitude parlementaire et sur celle du docteur Vittel en rappelant leur attitude favorable aux thèses de l'Algérie française. » Prenant la parole à la suite du colonel Reymond, M. Arreckx proclame que l'abbé Dahmar est « un ami ». A la fin de son discours, le maire de Toulon, n'oublie pas d'appeler les rapatriés à le soutenir. Comme on peut le constater, le maire de Toulon n'économise pas ses efforts pour s'attirer les sympathies de la population rapatriée de Toulon.

Grâce à ses initiatives à la mairie, pour accueillir les rapatriés dès leur arrivée, M. Arreckx peut jouir d'une certaine légitimité auprès de cette population. La liste du maire de Toulon est présentée comme opposée au gaullisme et au communisme ; ce qui, chez la population rapatriée est un gage électoral. Ensuite, le maire de Toulon a su bien s'entourer pour sa campagne. MM Fabre et Vittel se présentent comme des défenseurs de l'Algérie française. Surtout, figurent aux côtés du maire l'abbé Dahmar, et le colonel Reymond. Ces deux personnalités bénéficient auprès de la population rapatriée d'une très bonne image de marque, même si à plusieurs reprises, ils seront plus tard au centre de polémiques. En janvier 1965, l'abbé Dahmar est à l'origine de la création du F.R.A.N. (Front des Réfugiés d'Afrique du Nord). Le FRAN a pour mission l'union et la sauvegarde des intérêts moraux et matériels des réfugiés d'Afrique du Nord. En fait le but véritable de ce mouvement est de préparer les prochaines élections municipales à Toulon. Cela est clairement affirmé lors de la présentation du F.R.A.N. à la presse en janvier 1965. *Var-Matin* cite la phrase suivante : « pour ce faire (le F.R.A.N.) se propose de rechercher les hommes valables susceptibles de représenter les Français d'Afrique du Nord dans la prochaine municipalité ». On retrouve au bureau de cette organisation, l'abbé Dahmar comme président, et M. Serge Fabre comme vice-président. Pour de sombres raisons d'intérêts et de prise de position politique, ce mouvement, normalement apolitique éclate peu après sa création. Le F.R.A.N. au moment de sa création compte parmi ses associations fondatrices, la F.E.R. dirigée par Jean-Pierre Ollivier. Cette même personne est désignée pour faire partie de la liste nationale et indépendante. On ne la retrouve pas sur la liste finale, mais sa présence au F.R.A.N. (dirigé par l'abbé Dahmar, qui lui même soutient la liste Arreckx), et ensuite au sein du Comité d'union, montre bien que le petit monde des rapatriés connaît en son sein d'importantes tensions. Même en suivant de près les évolutions des soutiens politiques, il est difficile de s'y retrouver. Les oppositions entre les membres d'une même association de rapatriés sont souvent fermes. Nous avons déjà dit que l'éclatement du F.R.A.N. est dû -pour une grande part- à des divergences guidées par des enjeux politiques.

A ce propos, une remarque s'impose au sujet de la nature de la liste de M. Arreckx. Certains responsables des mouvements de rapatriés (comme MM. Dahmar et Reymond), n'hésitent pas à se rapprocher de certaines personnes ayant « physiquement » défendu l'Algérie française. M. Arreckx se joint à eux. Un des buts de cette liste est aussi de lutter contre le marxisme et le gaullisme. Cette thématique n'est pas sans rappeler celle de la droite nationaliste, à l'image des idées que développent les candidats de la liste nationale et indépendante. Une certaine concurrence existe entre les listes Arreckx et Croix, et illustre leur lutte destinée à récupérer le vote des rapatriés.

Des passerelles existent entre ces deux listes. Le 19 mars, *Var-Matin*, publie un communiqué de presse de plusieurs colistiers de la liste nationale et indépendante. Ces personnes, dont M. Croix, appellent à voter au second tour pour la liste Arreckx. Cette prise de position ne fait apparemment pas l'unanimité au sein des candidats de cette liste. Le lendemain, dans *Var-Matin* « la grande majorité des candidats de la liste nationale et indépendante » (...) appelle à voter blanc au second tour. »

La communauté rapatriée fait donc pour ces élections l'objet de nombreuses attentes, surtout de la part des hommes politiques locaux. Et c'est ce paradoxe qu'il convient de souligner. Alors que l'on aurait pu attendre un bon résultat de la liste nationale et indépendante, on s'aperçoit, que le vote des rapatriés s'est surtout reporté sur d'autres candidats, ayant peut-être une image plus « sérieuse ». C'est une des explications du mauvais résultat de la liste conduite par M. Croix. En effet, les nombreux appels aux rapatriés n'ont visiblement pas été efficaces, puisque la liste nationale et indépendante n'obtient que 1 492 voix, soit seulement 2 % des suffrages exprimés. Elle réalise le plus mauvais résultat. Les

votes des rapatriés se sont pas portés massivement sur elle. Dans leur ensemble, les rapatriés n'ont pas été sensibles au discours de cette liste et à la présence d'autant de rapatriés. Il est vrai, comme on a pu le constater, que les suffrages des Français fraîchement rapatriés d'Algérie avaient été habilement sollicités par toutes les listes, de manière plus ou moins appuyée, surtout par la liste conduite par Maurice Arreckx.

Au lendemain du premier tour, les voix des rapatriés sont plus que jamais un enjeu après le retrait de la liste nationaliste et indépendante. Dans l'état actuel de nos recherches, il est difficile de savoir si ce retrait a été provoqué par un quelconque arrangement. Mais il est clair, que ce vide va libérer de précieuses voix. Par ailleurs, intervient aussi le retrait de la liste socialiste de M. Le Bellegou.

Le 17 mars, dans un communiqué de presse, les rapatriés de la liste M. Arreckx lancent un appel à leurs « compatriotes » : « contre le gaullisme et contre le communisme et comme vous l'avez fait en masse lors du premier tour, vous voterez au 2ème tour Arreckx, Fabre, Vittel ». Il est à noter le même jour, le communiqué de presse de la liste Pierre Baudouin, proche de l'U.N.R. : les opposants de principe, aigris stériles tournés vers le passé, se sont portés dimanche dernier sur la liste Arreckx-Fabre-Vittel ». La liste Baudouin se présente comme orientée vers l'avenir, alors que celle de M. Arreckx est montrée comme tournée vers le passé.

Ces événements appellent une remarque. En tenant compte des passerelles entre les listes Arreckx et Croix, de la volonté de la liste Arreckx de lutter contre le gaullisme et le marxisme, et de la déclaration de l'amiral Baudouin, la liste conduite par le maire de Toulon, ne semble pas trop éloignée d'un certain nationalisme, propre à des mouvements plus à droite sur l'échiquier politique.

La candidature de maître Tixier-Vignancourt aux élections présidentielles de 1965, est l'occasion de cerner le poids électoral des rapatriés à Toulon et dans le Var, par rapport à l'ensemble de la métropole. En effet, le Var et les départements limitrophes ont proportionnellement connu un apport plus important de rapatriés que le reste de la France.

La candidature de l'avocat du général Salan, sera pour des raisons qu'il est inutile de rappeler la candidature des rapatriés.

Alors qu'en France, Tixier-Vignancourt réalise 5 % des suffrages, à Toulon, il arrive en troisième position, avec 15,85 % des suffrages exprimés, devant Lecanuet⁶. Si tous les rapatriés n'ont pas voté pour Tixier-Vignancourt, il est sûr que la proportion des voix des rapatriés recueillie par ce candidat est plus importante que celles s'étant reportées sur d'autres listes.

Les élections législatives de mars 1967 à Toulon vont être l'occasion de replacer au premier plan la question des rapatriés. En effet, le général De Gaulle, à l'occasion de son message du nouvel an demande aux Français de lui renouveler sa confiance. Cet appel n'est pas fait pour laisser indifférente la population rapatriée, qui dans sa grande majorité reste fermement opposée à la politique et la personne du général. Pour cette raison principale, les électeurs rapatriés vont être appelés à jouer un rôle important pour cette consultation ; Sensibles à tout « discours anti De Gaulle », et se retrouvant pour beaucoup dans la personne de Jean-Louis Tixier-Vignancourt, ils contribuent à animer l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès. C'est surtout vrai dans le Var⁷.

⁶ Sources *Var-Matin*.

⁷ Cf le bulletin d'information varois de l'Alliance en mars 1966.

Le 20 janvier, le Comité départemental d'union des rapatriés du Var communique : « le comité (...) estime pour sa part que tout doit être mis en œuvre pour renverser cette majorité (gaulliste). Il en résulte pour les rapatriés un double devoir : -prendre massivement part au vote- bloquer leurs voix, dès le premier tour, (...)sur le candidat de l'opposition (se situant entre les gaullistes et les communistes) ayant le plus de chance d'être élu ; » Le reste du texte va être l'objet de polémique au sein de la population des rapatriés, et va illustrer les tensions qui existent au sein de cette famille. Le docteur André Santolini, qui signe le communiqué pour le comité désigne le candidat à soutenir pour la quatrième circonscription de Toulon. Tous les candidats à soutenir ne sont pas encore désignés. Pour cette circonscription, il s'agit de M. Pascal Arrighi, du Centre républicain et d'union des démocrates, connu pour ses positions en faveur de l'Algérie française. Le suppléant de M. Arrighi est le docteur Vittel, conseiller municipal sur la liste Arreckx, qui en tant que parlementaire avait défendu la cause de l'Algérie française.

Dans cette même circonscription, se présente M. Scotte du Centre démocrate du Var. Malgré sa qualité de rapatrié, M. Scotte ne peut se prévaloir du soutien du comité départemental d'union des rapatriés. Il est en revanche soutenu par le Front national des rapatriés et l'A.N.F.A.N.O.M.A. M. Schotte est en mars 1964, président du R.A.N.F.R.A.N., autre mouvement de rapatriés. Dans cette circonscription, les rapatriés vont donc être sollicités doublement par des candidats qui ont tous deux la légitimité de faire appel aux voix des rapatriés, comme on va le voir par la suite.

Dans la troisième circonscription, la candidature de maître Tixier-Vignancourt, pour l'A.R.L.P, et celle de M. Henri Fabre (avec comme suppléant M. Arreckx), constituent également une source de tension et de division pour les électeurs rapatriés.

Jean-Louis Tixier-Vignancourt part dans cette course avec une sérieuse avance sur M. Fabre. Tout d'abord parce qu'il est l'avocat du général Salan et d'autres partisans résolus de l'Algérie française. Le 26 janvier, un meeting électoral est organisé par Tixier-Vignancourt au Mourillon, en présence de la générale Salan, et du Bouchaga Boualam. Le numéro cinq (janvier-février 1965) de « Faire Face »⁸, le journal très à « droite » des « jeunes réfugiés » (sic) présente Tixier-Vignancourt en ces termes, au sujet de son action en faveur de la défense de l'Algérie française : « réélu le 2 janvier 1956 à l'assemblée nationale, il participe activement à la défense de l'Algérie française. Battu le 30 novembre 1958 par une coalition électorale allant de l'U.N.R. aux communistes, il assume devant les tribunaux d'exception, la défense des nationaux fidèles au serment du 13 mai 1958. C'est ainsi qu'il assure, lors du procès des barricades, la défense du colonel Grades et qu'il donne aux procès politiques qui vont s'en suivre, le style qui va servir de modèle à la défense des inculpés devant les juridictions d'exception. Il sauve la tête du général Salan, ce qui entraîne la dissolution du Haut tribunal militaire. Il assure la défense du lieutenant Degueudre pour lequel il plaide, en veston, devant la cour militaire de justice. Il l'accompagnera jusqu'au poteau d'exécution. Il assure la défense du colonel Bastien Thiery qui est fusillé le 11 mars 1963. »

Cet engagement vaut à maître Tixier-Vignancourt un très bon accueil de la part des populations rapatriées de Toulon. C'est ainsi qu'au mois de février il est invité par le Rassemblement des anciens combattants et victimes de la guerre rapatriés, à partager le couscous, dans une salle aux Sablettes⁹. *Var-Matin* en fait état des ses colonnes. Ce rassemblement est présidé par le colonel Jamilloux.

Dans la même circonscription, M. Fabre bénéficie d'un soutien assez important des rapatriés. La liste numéro un de son comité de soutien publiée le 21 février par *Var-Matin*,

⁸ Archives personnelles.

⁹ Il s'agit d'une petite localité à côtés de la Seyne sur Mer.

comporte sur 98 personnes, 33 présentées comme des rapatriés, d'Algérie, de Tunisie, ou d'A.O.F, notamment le général Cariou, ancien président du comité de salut public d'El Biar. Le général Cariou est présent à la réunion électorale organisée début février 1965, par le Comité d'union des mouvements nationaux de Toulon et du Var, lors de la présentation des candidats nationaux pour les élections municipales. A cette époque, le Comité espère que ses candidats figureront sur la liste Arreckx-Fabre. Mais par la suite, il présentera une liste indépendante.

Le général Cariou a été aussi un des responsables des comités T.V dans le Var¹⁰ au moment de la candidature de Tixier-Vignancourt à la présidence de la République en 1965. On le retrouve le 15 mai 1965 aux côtés de Jean Marie Le Pen, pour un meeting électoral que tient Tixier-Vignancourt au stade de Bon Rencontre à Toulon.

Le général Cariou préfère quitter le comité en janvier 1966, à la suite de l'assemblée générale extraordinaire du 22 janvier à Paris, qui voit se transformer le comité de soutien à la candidature de Tixier-Vignancourt en Alliance républicaine pour les libertés et le progrès, et où s'opposent notamment Tixier-Vignancourt et Le Pen.

Figurent aussi sur cette liste Lucien Chaillou, ancien maire et conseiller général d'Oran, et le colonel Reymond, ancien vice-président de Présence française au Maroc, et expulsé du Maroc. Le docteur Vittel, pour son action à l'Assemblée nationale en faveur de la défense de l'Algérie française apporte aussi une caution morale à cette liste. Notons aussi la présence de Pierre Lahilonne, médecin général de la marine, adjoint au maire de Toulon, et expulsé du C.N.I.P varois, en 1964, à l'occasion des élections cantonales, pour « collusion avec le docteur Flottes », alors que dans le même canton, se présentait un candidat de l'opposition nationale » appartenant au C.N.I.P. Enfin, il est à remarquer la présence de Charles Croix sur cette liste de soutien. M. Croix en 1965 avait conduit la liste nationale et indépendante pour les élections municipales à Toulon. M. Croix était en février 1965, président de l'Union des rapatriés pour l'amnistie. A la suite du retrait de la liste nationale et indépendante, le docteur Croix avait appelé à voter pour la liste Arreckx.

La conquête des électeurs rapatriés se retrouve au centre du débat, pour devenir un enjeu primordial¹¹.

Les grandes manœuvres commencent assez tôt. Le 19 février, *Var-Matin* publie une lettre du Front national des rapatriés, signée par R. Fenech, président national, pour le Front national, par Vaysse-Tempe président du R.A.F.R.A.N., et par P. Battesti pour l'A.N.F.A.N.O.M.A.. Par cette lettre ces trois mouvements de rapatriés appellent à voter en faveur de Tixier-Vignancourt. Le 23 février, la section des rapatriés du comité de patronage de la candidature de Tixier-Vignancourt, dans un communiqué titré « Aux rapatriés », remercie ces trois organisations pour leur prise de position, et rappelle la volonté d'union des rapatriés, exprimée par le colonel Battesti. Le communiqué rappelle que « l'oubli et l'ingratitude ne seront jamais le fait de ceux qui ont tant souffert et veulent qu'une grande voix plaide la cause de l'amnistie et de l'indemnisation ». Suit une liste des membres de ce comité de soutien. On peut y trouver notamment, le sénateur Gatuing, ancien député d'Oran, et un des futurs créateurs du Front national dans le Var.

Le 27 février un communiqué des élus rapatriés du conseil municipal de Toulon est publié dans *Var-Matin*. Il fait suite à la pose, devant le siège de la commission extra-municipale, d'une affiche, dénonçant la « trahison » des conseillers municipaux de la liste

¹⁰ Cf *Var-Matin* du 16 mai 1965.

¹¹ Cf les colonnes laissées par *Var-Matin* pour l'expression des candidats. Il est rare de voir un jour sans un article, ou un communiqué qui ne parle de la question des rapatriés.

Arreckx. Celui-ci répond par l'intermédiaire du colonel Reymond : « Les conseillers municipaux rapatriés, conscients de n'avoir trahi ni leurs électeurs en s'étant précisément placés à l'origine de la création de cette commission extra-municipale, ni leur idéal en prenant position pour celui des deux candidats nationaux de la 3ème circonscription qui leur est apparu le mieux placé, ne répondront désormais à des attaques de ce genre que par le silence ».

Le lendemain, les lecteurs de *Var-Matin* peuvent s'apercevoir que cette affiche a fait apparemment couler beaucoup d'encre. Tout de suite, il apparaît par la publication d'un autre communiqué signé par J. Colonna, conseiller municipal, rapatrié, que la mise au point faite la veille dans les colonnes de ce même journal, ne tient pas compte de la position de tous les élus rapatriés du conseil municipal de Toulon. Celui-ci écrit : « j'ignore si mes collègues ont été consultés et s'ils ont donné leur accord. Pour ma part, (...) je tiens à faire connaître publiquement que je n'ai jamais été consulté quant à la rédaction et à la publication de ce communiqué ci-dessus visé. »

Le même jour, « maître Tixier-Vignancourt fait connaître qu'à aucun moment, ni lui ni ses amis n'ont fait apposer d'affiche hostile aux conseillers rapatriés. Cela est d'autant plus vrai que la plupart de ceux-ci forment des vœux pour le succès de maître Tixier-Vignancourt ». La confusion est extrême à ce moment de la campagne. Le groupe des conseillers municipaux de la liste Arreckx paraît divisé sur le nom du candidat à soutenir, et le maire de Toulon, face au symbole que représente Jean-Louis Tixier-Vignancourt pour les rapatriés, semble dépassé.

En effet, l'avocat de Salan jouit auprès de la population des rapatriés d'une très grande estime. Toulon est une terre d'élection, sur laquelle il a tout pour se sentir à son aise. La réunion qu'il organise en présence de la générale Salan et de sa fille est pour lui un succès. Près de 2 000 personnes d'après le quotidien varois y assistent. Ce meeting électoral est tout entier dévoué à un public de rapatriés. L'entrée de la générale Salan dans la salle est saluée par un vibrant chant des Africains. Le communiqué précise dans des termes enflammés : « La générale Salan prend la parole, image même de la dignité dans la douleur. Elle appelle l'amnistie, la libération de nos prisonniers, de tous ceux qui ont combattu pour l'intégrité du territoire de la République. Sa voix se brise au moment où elle donne la parole à l'avocat du grand chef qui a tout sacrifié pour tenir la parole donnée à l'Algérie française. La salle toute entière partage son émotion et acclame longuement l'épouse meurtrie et le défenseur ». Les thèmes abordés lors du discours concernent l'amnistie, l'indemnisation des biens des rapatriés, et de la « chute du gaullisme ». La réunion s'achève aux cris de « Libérez Salan ».

Le même jour, les rapatriés du comité de soutien de MM. Fabre et Arreckx publient un communiqué « Pourquoi les rapatriés soutiennent la candidature Fabre-Arreckx ? ». Il s'agit sans aucun doute d'une réponse préparée en vue de répondre à la réunion politique organisée par Tixier-Vignancourt. Les rapatriés expliquent les raisons qui les ont poussé à soutenir M. Fabre, le candidat du Centre républicain. Il s'agit d'un choix rationnel, et non passionné. Le groupe des rapatriés oppose les sentiments à la raison, en comparant la candidature de Tixier-Vignancourt à un « baroud d'honneur », alors que M. Fabre est présenté comme un candidat bien enraciné dans sa circonscription, et capable de représenter les intérêts des rapatriés. Le comité écrit à ce sujet : « L'intérêt de la cité et de la région auxquelles nous sommes maintenant intégrés, veut aussi que nos voix se portent sur ce candidat, premier adjoint au maire de Toulon et vice-président du conseil général du Var, dont l'action sur le plan de l'économie municipale et départementale sera de ce fait plus constante ». Il rappelle aussi la prise de position en faveur de la défense de l'Algérie française de ce candidat et les réalisations faites par la mairie pour faciliter l'intégration des rapatriés à Toulon.

Pour répondre aux arguments des amis de MM. Fabre et Arreckx, les rapatriés du comité de soutien à Tixier-Vignancourt, publient le 1^{er} mars dans *Var-Matin* un communiqué de presse. Ils commencent par rappeler que les rapatriés du comité de soutien à Fabre-Arreckx se comptent « sur les doigts de la main ». Ils ajoutent que leur présence aux côtés de Tixier-Vignancourt n'est pas pour eux un baroud d'honneur, mais un véritable combat qu'ils veulent victorieux. Et ils publient une importante liste des personnes patronnant la candidature « T.V. ». Parmi elle, beaucoup se présentent comme des « ex-détenus » politiques.

Le même jour, par voie de presse l'association nationale des anciens détenus politiques et internés politiques de la cinquième République appelle à voter en faveur de Tixier-Vignancourt.

Dans la quatrième circonscription, même s'il n'est pas exacerbé par la présence de ténors de la politique, le vote des rapatriés est tout de même au centre des combats politiques. Dans cette circonscription, se présente M. Scotte du Centre démocrate du Var, et M. Arrighi, du Centre républicain, avec comme suppléant M. Vittel, adjoint au maire de Toulon. M. Schotte malgré sa qualité de rapatrié, ne peut se prévaloir du soutien du comité départemental d'union des rapatriés, qui a accordé son soutien à M. Arrighi. Il est en revanche soutenu par le Front national des rapatriés et l'A.N.F.A.N.O.M.A.. Ici, les rapatriés vont donc avoir à choisir entre deux candidats ayant tous deux l'espoir légitime de recueillir leurs suffrages. Mais ce jeu subtil des soutiens va vite montrer sa complexité et ses paradoxes. En effet, le 1^{er} mars, *Var-Matin* publie un communiqué signé par Alain de Lacoste-Lareymondie, membre du bureau politique de l'A.R.L.P, qui demande à faire voter dans cette même circonscription pour M. Pascal Arrighi. Cet appel est lancé en réaction au maintien dans les Bouches-du-Rhône des candidats du Centre démocrate, face à ceux de l'A.R.L.P. Il s'agit donc pour l'A.R.L.P. de s'opposer à la candidature de M. Scotte qui porte les couleurs du parti de M. Lecanuet. Or, M. Scotte est soutenu par l'A.N.F.A.N.O.M.A. et le Front national des rapatriés. Ces deux mouvements appuient dans la troisième circonscription la candidature de Tixier-Vignancourt. Ces soutiens expliquent l'intervention très diplomatique de Lacoste-Lareymondie. Le jeu des alliances et des soutiens dans le monde des mouvements de rapatriés semble plus que complexe à comprendre. Le plus souvent les questions d'homme passent avant celles de parti, ou d'étiquette.

Ce même jour, M. Schotte publie dans *Var-Matin* un article sur les droits des rapatriés. Il veut rappeler aux lecteurs rapatriés les actions du Centre démocrate en leur faveur, en rejetant la faute de leur situation sur les gaullistes. En parlant des rapatriés, il écrit : « ils (les rapatriés) ont droit à une réhabilitation morale et à une réparation matérielle. Citant à l'appui de ses écrits le journal officiel, M. Schotte, rapatrié lui-même, revient sur les interventions de Lecanuet au Sénat, et des parlementaires Centre démocrate au sujet de l'amnistie, et des indemnisations. Le candidat écrit au sujet de l'enjeu électoral des rapatriés : « Aussi, les candidats qui veulent « piper » les voix des rapatriés se livrent à une campagne de dénigrement (...) contre Lecanuet ».

Le 3 mars, le R.A.N.F.R.A.N. clarifie la situation, en publiant une lettre dans *Var-Matin* adressée à l'abbé Dahmar. Nous relevons dans ce texte : « Après en avoir référé à M. Vaysse Tempe, président national du R.A.N.F.R.A.N., je vous autorise à faire savoir que notre association n'approuve pas l'attitude de M. Schotte qui provoque une regrettable division des voix rapatriés dans cette circonscription. J'aurais aimé qu'il ait le courage civique de se retirer ».

En mars 1964, M. Schotte se présente dans les colonnes de *Var-Matin* comme président de ce mouvement. Il est donc indéniable, qu'un certain nombre de rapatriés se sont servis du formidable tremplin que représentent les nombreuses organisations de rapatriés, à

des fins personnelles. En effet, par leur nombre et par la volonté des rapatriés de recréer un tissu social et associatif, les associations et autres groupements de rapatriés constituaient des tribunes d'exception.

Au lendemain du premier tour, il apparaît évident, que les voix des rapatriés ont pu faire la différence entre les candidats. Dans la troisième circonscription, M. Tixier-Vignancourt arrive à la troisième place, derrière un candidat gaulliste, et un communiste, mais devant M. Fabre, dont la campagne avait fait largement appel aux rapatriés, tout comme le candidats de l'A.R.L.P. Le très bon score de Tixier-Vignancourt s'explique en partie par le retentissement de sa candidature dans le Var auprès de la population des rapatriés.

La présence de nombreux rapatriés à Toulon a été un des enjeux fondamentaux des campagnes électorales des années 60. Ce nouveau potentiel de voix, mais aussi les nombreuses questions que la présence de cette population exceptionnelle posait pour les hommes politiques, ont orienté la campagne électorale, notamment pour les législatives de 1967. La plupart des communiqués dans *Var-Matin* au sujet de la campagne concerne de près ou de loin les rapatriés.

La présence de cette population passionne encore un peu plus le débat, et fait naître de nouvelles querelles. Dans cet imbroglio fait de revirements et de manœuvres politiques, il est difficile d'établir clairement qui soutient qui, et surtout qui manipule l'autre. Il est évident que les deux partis s'y retrouvent. Mais c'est de cette lutte sourde que se livrent les différents hommes politiques pour rallier l'électorat rapatrié que naît à un moment toute la confusion. Le « camp » rapatrié à son arrivée, n'a jamais été soudé. On ne peut pas parler d'une communauté homogène socialement et politiquement. La difficulté des organismes rapatriés à créer un mouvement associatif unifié le prouve. Les échéances électorales à Toulon viennent jeter de l'huile sur le feu en mettant à jour les lignes de fractures de cette communauté. Et l'ambition personnelle de certains n'est pas faite pour calmer le jeu.

Il est indéniable que les hommes politiques locaux, ou ceux qui recherchaient une terre d'élection, ont tenté de capter l'électorat des rapatriés. Il est aussi vrai, que les rapatriés, et surtout ceux qui voulaient une reconnaissance ou une nouvelle tribune politique, ne se sont pas privés d'utiliser les structures politiques toulonnaises, comme porte-voix.

C'est dans ce sens que l'on peut parler d'enjeu électoral des rapatriés à Toulon à cette période. Enjeu pour les hommes politiques locaux. Enjeu aussi et surtout pour les porte-paroles des rapatriés.